

3 QUESTIONS À DIDIER DAVYDOFF

directeur de l'Observatoire de l'épargne européenne

L'épargne : une nécessité démographique

1. Quel est l'impact de l'allongement de la durée de la vie sur les comportements financiers des Français ?

L'allongement de la durée de la vie a de multiples conséquences sur les comportements financiers des Français, comme des Européens, car les décalages dans le temps entre besoins et capacités de financement s'accroissent : le patrimoine hérité arrive plus tard et donc les jeunes doivent recourir au crédit pour acheter leurs logements. Mais plus tard, il faut aussi penser à compléter les revenus des systèmes de retraite collectifs, mis sous tension par la disproportion entre le nombre d'actifs et le nombre de retraités. Le développement de l'assurance vie répond à ce besoin. L'allongement de la durée de vie nécessite aussi de se prémunir contre

les risques des problèmes de santé et de dépendance du grand âge : l'épargne est privilégiée, pour ne pas avoir à compter sur l'aide de ses enfants.

2. Comment épargner "mieux" ?

Les choix d'épargne doivent d'abord répondre à l'horizon temporel de cette épargne : les investissements en actions, que ce soit directement ou à travers les véhicules intermédiés que sont les OPCVM et l'assurance vie, sont par exemple les mieux adaptés à l'épargne de long terme. L'investissement en actions permet d'alimenter les fonds propres des entreprises, mais surtout il est nécessaire pour les épargnants eux-mêmes : c'est le placement le plus optimal à long terme. Les choix d'épargne doivent en effet s'inscrire dans la durée : les retournements sont coûteux et risqués, parce que les surs réactions aux changements d'environnement sont très fréquentes. De ce point de vue, la réglementation et la fiscalité doivent être un cadre stable, qui incite chacun à planifier son cycle de vie financier, quelles que soient les turbulences de l'environnement.

3. En termes d'épargne, les Français ont-ils un comportement spécifique par rapport aux autres pays européens ?

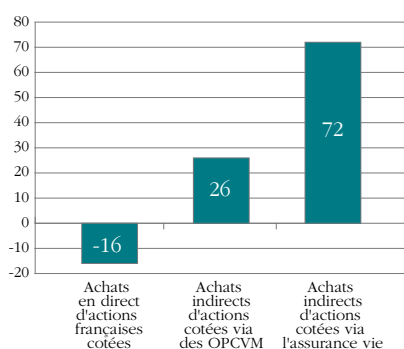
Non, les Français se comportent comme la moyenne des Européens. Ils avaient un taux d'épargne plutôt élevé en 2002, mais ce taux d'épargne a baissé de deux points entre 2002 et 2005, pour atteindre 15 %. Il est aujourd'hui plus élevé en Allemagne, par exemple. Autre exemple, les Français n'ont pas de fonds de pension développés, mais ils ont remplacé ce maillon manquant par l'assurance vie. 6 à 7 % du revenu

des ménages français y est investi chaque année. De même, la France reste dans une position médiane pour les encours de monnaie et de dépôts des ménages. Les Français ont aussi beaucoup augmenté leur recours au crédit ces dernières années. L'encours de leurs crédits à l'habitat a ainsi augmenté de près de 40 % entre 2002 et 2005, un rythme identique à la moyenne européenne. ■

Qu'est ce que le taux d'épargne ?

En % du revenu disponible brut : taux de placements financiers + taux d'investissement non financier – taux de recours au crédit.

Flux cumulé d'achat d'actions cotées par les ménages sur la période 1998-2005



Les français privilégient les dispositifs collectifs de collecte des actions.